

Seule une réponse européenne peut éviter la récession déclarent les syndicats Allemands et Français.

La confédération syndicale allemande DGB et les cinq centrales françaises CFDT, CGT, FO, CFTC et Unsa dans une déclaration commune appellent à une convergence économique, fiscale et budgétaire des Etats membres de l'Union européenne.

Devant la pandémie de Covid-19, l'activité économique et la liberté de mouvement ont été suspendues pour la santé des travailleurs et des citoyens. Dans un premier temps les réactions ont surtout été nationales avec un manque de concertation des Etats membres de l'U.E. et des incidents xénophobes se sont produits à la frontière franco-allemandes où 40 000 travailleurs transfrontaliers du Grand –Est de la France viennent travailler chaque jour en Allemagne, mais aussi des manifestations des nationaux-populistes dans plusieurs villes d'Europe.

L'initiative du Président MACRON et de la chancelière MERKEL du 18 mai, propose de mettre plus de solidarité entre les Etats membres de l'UE par un emprunt de 500 milliards d'Euros et en mutualisant cette dette supplémentaire lié à la crise du Coronavirus afin d'éviter de la faire payer aux salariés et à la population. Les Organisations Syndicales mettent en garde contre toute tentation de continuer comme si la crise n'était qu'une parenthèse. Elles veulent un nouveau modèle économique et social pour l'UE prenant en compte une transition écologique socialement juste avec un plan pluriannuel ambitieux et un nouveau cadre financier porté à 2% du PIB européen.

Le plan présenté le 28 mai 2020 par la Présidente de la Commission Mme Ursula Von der Leyen devant le parlement européen, où elle a déclaré « le plan de relance transforme l'immense défi auquel nous sommes confrontés en une opportunité, non seulement en soutenant la reprise, mais aussi en investissant dans notre avenir : le pacte vert pour l'Europe et la numérisation stimuleront l'emploi et la croissance, la résilience de nos sociétés et la santé de notre environnement. C'est l'heure de l'Europe. Notre volonté d'agir doit être à la hauteur des défis auxquels nous sommes tous confrontés. Grâce à Next Generation EU, nous apportons une réponse ambitieuse » cette proposition est un grand pas pour la solidarité et pour les futures générations., en proposant un instrument de relance (Next Generation EU) de 750 milliards d'€ dont 500 milliards sous la forme de subventions et 250 milliards pour des prêts aux Etats, auxquelles s'ajoutent 540 milliards déjà affectés à des mesures d'urgence en soutien aux Etats, aux entreprises et aux travailleurs en difficulté.

Les fonds mobilisés pour Next Generation EU (2% du revenu national brut de l'Union plus la taxation des entreprises du numérique et de celles produisant des émissions de carbone, ainsi que la lutte contre l'évasion fiscale) seront investis selon 3 piliers :

- 1) Soutenir les Etats membres en matière d'investissement et de réformes par une nouvelle facilité pour la reprise et la résilience d'un montant de 560 milliards d'€ et un complément de 55 milliards d'€ pour les programmes actuels de la politique de cohésion et 40 milliards d'€ de renforcement du Fonds pour une transition juste puis 15 milliards d'€ pour le Fonds européen agricole pour le développement rural.

2) Relancer l'économie de l'Union en attirant des investissements privés : un instrument de soutien à la solvabilité (InvestEU) pour mobiliser des ressources privées vers des entreprises européennes viables et de nouvelles facilités d'investissement stratégique afin de générer des investissements allant jusqu'à 150 milliards d'€.

3) Tirer les enseignements de la crise : Un programme pour la santé (L' UE pour la santé) est doté de 9,4 milliards d'€ pour la sécurité sanitaire, plus 2 milliards d'€ pour le mécanisme de protection civile de l'Union et 94,4 milliards d'€ en faveur d'Horizon Europe pour financer les activités de recherche dans les domaines de la santé, de la résilience et des transitions écologique et numérique. Ainsi que 16,5 milliards d'€ pour l'action extérieure et l'aide humanitaire dans le monde.

Pour réparer les dommages à court terme causés par la crise, tout en investissant dans l'avenir à long terme, les fonds mobilisés par l'intermédiaire de « Next Generation EU » doit permettre une relance équitable et inclusive pour tous (régime européen de réassurance chômage, stratégie en matière de compétences et plan d'action pour l'éducation numérique, salaires minimums équitables et transparence salariale), un pacte vert européen par une vague de rénovation des bâtiments et une économie plus circulaire favorisant l'emploi local, des projets d'énergie renouvelable et des transports et une logistique plus propres, ainsi qu'un fonds pour une transition juste pour soutenir la reconversion des entreprises.

En accroissant son autonomie stratégique l'Europe bâtit une Union plus résiliente , dans le respect des droits fondamentaux et le plein respect de l'état de droit , pour la transition écologique et numérique, ainsi que le développement du socle européen des droits sociaux. La Conférence sur l'avenir de l'Europe sera le cadre pour poursuivre le renforcement démocratique et un réel changement de paradigme après la crise liée au Coronavirus pour un projet de relance européen social, solidaire et durable. Il est indispensable qu'un maximum d'européens s'inscrivent dans cette démarche.

Sont signataires de cette déclaration commune :

Laurent BERGER, secrétaire général de la CFDT ;

Cyril CHABANIER, président de la CFTC ;

Laurent ESCURE, secrétaire général de l'UNSA,

Reiner HOFFMANN, président du DGB,

Philippe MARTINEZ, secrétaire général de la CGT,

Yves VEYRIER secrétaire général de FO

Résumé de cette déclaration par Christian JUYAUX